

À TRAVERS

Creuser les murs, brûler les frontières !

ICI COMME AILLEURS LES ACTES DE RÉSISTANCE ET DE RÉVOLTE FACE À CE MONDE DE FRONTIÈRES NE MANQUENT PAS ! Nous sommes solidaires de ces actes et souhaitons partager quelques-unes de ces histoires de solidarité et d'insoumission, mais aussi raconter comment se concrétisent les frontières au quotidien. Celles-ci divisent, enferment et tuent. Elles hiérarchisent les vies et n'existent que pour maintenir l'autorité des puissants sur toutes les autres. Barrières naturelles, murs et postes frontières entre les Etats, elles se matérialisent sous plein d'autres formes en-dehors de ces lignes géographiques et politiques : flics qui raflent et contrôlent dans les rues ou dans les transports en commun, juges qui enferment dans des centres, entreprises et associations qui collaborent avec les Etats, etc. Cependant, malgré qu'elles soient perpétuellement renforcées, elles sont constamment attaquées et souvent déjouées ! Feu aux frontières !



atravers@riseup.net

DE RENNES À PARIS, FEU AUX CENTRES DE RÉTENTION !

Les mouvements de révolte des détenu.e.s à l'intérieur des centres de rétention administrative (CRA) prennent différentes formes. A l'oppression carcérale, propre à toutes les taules, s'ajoute dans les CRA la menace de l'expulsion. Tout ceci pousse les retenu.e.s jusque dans leurs derniers retranchements : le suicide ou l'auto-mutilation. Dans ces espaces où le contrôle de l'autorité est décuplé les grèves de la faim sont malheureusement fréquentes (même s'il s'agit souvent moins de grèves de la faim que de refus de la bouffe servie dans les CRA). Néanmoins, elles donnent l'occasion de se rencontrer, ce qui peut permettre de s'organiser collectivement au sein du CRA, et peuvent être suivies ou accompagnées d'autres moyens d'actions collectives.

Début mai, des retenus du CRA de Rennes ont mis le feu à des matelas, rendant

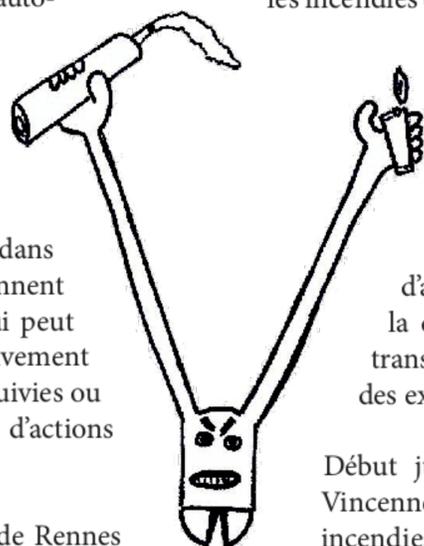
inutilisables presque la moitié des cellules. Grâce à eux, pendant quelques temps, on a moins enfermé à Rennes ! Les révoltes entraînent souvent leur lot de répression : en l'occurrence, 5 personnes ont été condamnées à de la prison ferme, allant de 7 mois à 2 ans. Mais la répression n'empêche pas les révoltes et les incendies de se propager. En juin, c'est au Mesnil-Amelot (à proximité de l'aéroport de Roissy) qu'un incendie a été provoqué, détruisant un sous-bâtiment entier. En plus de mettre une partie des révoltés en garde-à-vue la PAF (Police Aux Frontières) en a transféré quelques-uns dans d'autres CRA, sûrement pour casser la dynamique de lutte. Au contraire ces transferts permettent parfois de partager des expériences d'un CRA à l'autre.

Début juillet, c'est une cellule du CRA de Vincennes (Paris) qui a été cramée. Tous ces incendies, quelque soit leur ampleur, constituent des actes de sabotage de la part des détenus afin

de mettre hors-circuit les prisons pour étranger-e-s. Ils sont souvent déclenchés pour s'opposer aux conditions de rétention et d'expulsion : vols cachés*, tabassages et insultes par les flics, bouffe et hygiène dégueulasses, etc... Ces incendies répétés caractérisent aussi une manière de lutter contre l'enfermement en lui-même à travers l'attaque de ses structures par ceux qui le subissent. Pour saboter le bon fonctionnement des prisons dans lesquelles ils sont enfermés, les retenus utilisent aussi d'autres moyens comme le fait de bloquer la promenade ou de dormir dans la cour. Les flics cherchent à diviser ce genre de révolte comme au Mesnil-Amelot où ils poussent les détenus à faire plutôt des pétitions et cherchent à créer des leaders inexistantes.

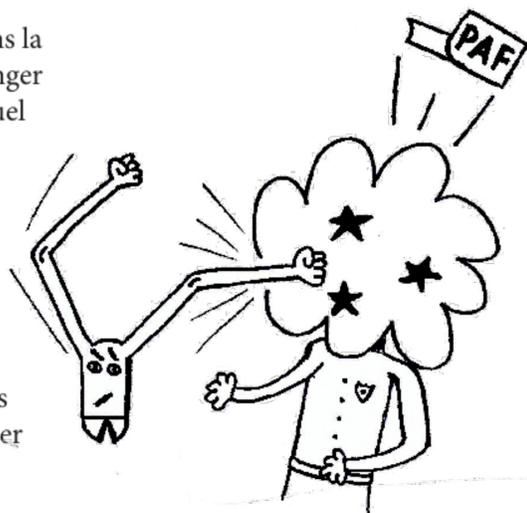
Tant qu'il y aura des personnes enfermées il y aura des cellules en feu !

*expulsion d'un-e détenu-e en allant le chercher au CRA par surprise au dernier moment, pour qu'il n'y ait pas de résistance de sa part ni de celle des autres détenu-e-s



A RENNES, C'EST RISQUÉ DE SORTIR EN VILLE QUAND ON EST FLIC AU CRA !

Fin juillet, deux flics du CRA ont été reconnus dans la rue par plusieurs personnes qui ont décidé de se venger ou tout simplement de leur faire comprendre à quel point elles les détestaient. Les deux larbins de l'Etat ont fini à l'hosto ! Dans la foulée trois personnes ont été arrêtées mais elles auraient été remises en liberté selon un journal de flics. A en croire ce torchon, il sera (on l'espère !) difficile de retrouver les auteur.e.s. En tout cas peut-être que les flics du CRA qui, depuis peu, surveillent les retenu.e.s avec des drones, se sentent désormais un peu moins à l'aise quand ils partent s'encanailler en ville !



ADEF, ASSOCIATION POUR LA DÉFENSE DE L'ÉTAT ET SES FRONTIÈRES

Les foyers sont des lieux privilégiés par l'Etat pour rafler des sans-papiers. Une sale besogne facilitée par la collaboration des entreprises gestionnaires (Coallia, ADOMA, ADEF, groupe SOS, etc...). Dans certains cas, cette collaboration est bien huilée. C'est le cas au foyer de travailleurs migrants de Thiais (94), où, chaque année, l'ADEF autorise les flics à entrer dans les parties communes pour arrêter les sans-papiers. Mi mai, 30 personnes ont été placées en CRA suite à une rafle au foyer, où 3 fourgons de keufs ont contrôlé tous ceux qui rentraient et sortaient. En plus de profiter de la misère des gens pour se faire du fric, les entreprises associatives comme l'ADEF, charognardes de la pauvreté, participent activement à faire tourner la machine à expulser.

